



139 rue de Bercy – bâtiment Vauban – Télédéc 627 – 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 11 juin 2026

Presse – Actualités

- [Intelligence artificielle dans les services publics : après une prise de conscience tardive, l'État esquisse une méthode de travail – Acteurs Publics](#)
- [G7 à Evian : les trois risques qui menacent l'économie mondiale – Les Echos](#)
- [La Banque de France abaissera ses prévisions de croissance 2026, confirme le nouveau gouverneur – Le Figaro](#)
- [La Coupe du monde 2026, annoncée comme « la plus verte », pourrait devenir la plus polluante – Le Monde](#)
- [« Il s'agit de ne pas reproduire pour nos enfants l'injustice que nos parents et grands-parents ont commise envers nous » : quand les jeunes du G7 veulent réformer les retraites – Les Echos](#)

ARTICLES DE PRESSE

Intelligence artificielle dans les services publics : après une prise de conscience tardive, l'État esquisse une méthode de travail – Acteurs Publics

Déjà massivement adoptée dans la sphère personnelle, l'IA s'invite dans le quotidien professionnel des agents publics, avec des effets tangibles sur leurs conditions de travail. L'administration se met en ordre de marche, non sans prudence. Premier volet d'un dossier consacré à la transformation des métiers de la fonction publique par l'IA, paru dans le magazine Acteurs publics, en mai 2026.

Début avril, l'information a fait grand bruit, tant l'administration naviguait à vue jusqu'alors en matière d'IA, les expérimentations étant très largement menées de manière isolée à l'initiative des ministères. Le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, a lancé, à grand renfort de publicité, un plan d'accélération pour faire infuser l'IA dans les administrations, à travers une priorité, celle du dialogue social.

Un défi d'une ampleur inédite

Car les impacts sont déjà là. En parallèle du lancement de son plan, le ministre a ainsi présenté les résultats d'une enquête menée auprès de près de 2 000 agents publics, qui dresse un premier bilan, parcellaire, de l'impact réel de ces outils sur le quotidien au travail. Il en ressort notamment que, parmi les agents répondants, 24 % d'entre eux utilisent l'IA dans le cadre de leur travail depuis moins de six mois, 28 % depuis moins d'un an, 34 % depuis un à deux ans, et seuls 14 % depuis deux ans et plus. L'appropriation de ces outils est donc relativement récente.

Autre enseignement qui n'est en aucun cas une surprise : 81 % des agents interrogés utilisent les outils d'IA dans un cadre personnel et 89 % pour des raisons professionnelles. Et c'est là un défi inédit que l'administration doit relever. D'une part, il lui faut ainsi gérer les éventuelles porosités entre les usages pro et perso, d'autre part, veiller à apporter les outils attendus dans

le cadre professionnel, alors que l'IA a déjà envahi la sphère personnelle des Français. Et les agents publics n'échappent pas au phénomène. 35 % d'entre eux déclarent d'ailleurs que l'intelligence artificielle a renforcé leur sentiment de travail bien fait, et 11 % estiment qu'il a même été "fortement amélioré".

Si l'IA a déjà fortement infusé chez les agents, leurs employeurs paraissent en retard au niveau des usages, faute d'avoir établi, en dix ans, un cadre et une stratégie, quel qu'en soit l'horizon, puisque cette technologie évolue très vite. Résiduellement, certaines administrations comme la gendarmerie ou les impôts ont certes réussi à analyser les usages et définir des briques de stratégie. Mais près de huit ans après l'alerte du rapport Villani paru fin 2018, force est de constater que l'État dans son ensemble n'est pas parvenu à monter dans les premiers wagons de l'IA, du fait de la faiblesse historique de sa fonction RH. Difficile, en effet, de réfléchir à l'impact de l'IA sur la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC) quand la GPEEC n'existe tout simplement pas au sein de l'État...

Pour autant, depuis environ trois ans, l'administration commence à se mettre en ordre de marche sur cette question sensible socialement : un peu moins de 10 % d'emplois publics pourraient en effet être transformés ou supprimés en raison de l'automatisation apportée par l'intelligence artificielle. Un point de vue également partagé par une étude du cabinet Roland Berger publiée à l'automne 2025, qui estime que 7,5 % des postes de fonctionnaires pourraient être entièrement automatisés. Une situation qui concerne notamment les agents de centres d'appels et de secrétariats administratifs.

2024 a été l'occasion d'un premier acte : la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) a publié une stratégie d'usage de l'intelligence artificielle en matière de ressources humaines. *"Cette stratégie a marqué une étape importante en posant un cadre clair et structurant pour accompagner le développement de ces technologies au sein des administrations"*, a précisé Faustine Bentaberry, cheffe du département de la coopération et de la prospective à la DGAFP, au cours d'un colloque organisé en mars dernier.

Cycle et chantier de travail

Une première publication complétée, toujours en 2024, par une méthodologie des déclinaisons opérationnelles qui aborde plusieurs

dimensions considérées comme essentielles pour le passage à l'action, comme la gouvernance des projets d'IA, la GPEEC ou encore les enjeux de formation et d'accompagnement des agents. *“ Il ne s'agit pas de penser l'IA comme un outil mais comme un levier de transformation à intégrer dans une vision globale des ressources humaines ”*, complète Faustine Bentaberry.

La DRH de l'État avance également au niveau de l'impact de l'intelligence artificielle sur les métiers de la fonction publique dans le cadre de ses réflexions de fond sur l'impact des transitions, à savoir les transitions managériale, écologique et numérique, toujours axées sur la fonction RH, dont les résultats devraient être présentés très prochainement.

En parallèle, un cycle de travail avec les organisations syndicales portant sur les trois versants a été inscrit à l'agenda social de la fonction publique. Celui-ci ne correspond pas à une négociation à proprement parler, mais vise plutôt à s'assurer que le sujet soit bien pris en compte et à mettre tout le monde au même niveau d'information. Les premières réunions ont notamment porté sur les grands enjeux de l'IA, ses modes de gouvernance ou encore les défis à relever en matière de formation. Avec, également, toujours cette double composante, à savoir comment la filière RH peut s'emparer des opportunités présentées par l'IA et le rôle de la fonction RH au regard des impacts de l'IA sur les organisations, les métiers, les compétences, le dialogue social ou encore le management.

Plus concrètement, dans le cadre de son projet stratégique DGAFP 2030, et notamment l'item consistant à consolider le rôle de DRH de l'État de la direction, une rénovation du répertoire des métiers de la fonction publique est en préparation. *“C'est un répertoire qui liste l'ensemble des métiers de la fonction publique, leurs tâches et leurs actions, précise Mathilde Icard, cheffe du service de la synthèse statutaire, du développement des compétences et de la donnée à la DGAFP. Il est prévu de passer au tamis l'ensemble des activités qui se rattachent aux métiers et donc de regarder les impacts potentiels de l'intelligence artificielle. ”*

L'objectif : être en capacité de fournir un panorama de l'impact de l'IA, et plus globalement des trois grandes transitions évoquées précédemment, au travers de ce répertoire rénové des métiers de la fonction publique. Ce chantier d'ampleur sera mené avec l'ensemble des ministères et doit permettre d'entrer dans le détail des tâches et activités rattachées à tel ou tel métier, mais aussi d'identifier les autres métiers susceptibles d'émerger de ces transitions.

De la difficulté d'anticiper

On l'aura compris, la DRH de l'État prend la question de l'IA très au sérieux et a engagé de nombreux travaux pour outiller les ministères. Pour autant, l'heure n'est pas encore aux enseignements. Toutes ces initiatives dépendent en effet d'un facteur que l'administration ne peut pas maîtriser ni anticiper : l'impact d'une alternance politique et des choix en découlant. En effet, certaines équipes politiques pourraient décider de supprimer nombre d'emplois et de missions et d'inclure ce projet dans une stratégie d'IA. Au contraire, d'autres équipes pourraient être tentées de renforcer le service public et d'étoffer l'offre comme les effectifs.

Loin de cette imprévisibilité politique, le privé peut entretenir, à certains égards, un rapport plus rationnel à l'IA et envisager plus sereinement un long terme qui anticipe les besoins, à défaut de prévoir les avancées technologiques.

Dans les entreprises, les études d'impact apparaissent plus nombreuses, mais les avancées restent très disparates d'une entité à l'autre.

L'Association nationale des directeurs des ressources humaines (ANDRH) en fait le constat : le sujet revient très régulièrement depuis plusieurs années dans leurs événements, formations et publications, expose Laurence Breton-Kueny, vice-présidente déléguée de l'association. Au niveau des entreprises, l'ANDRH relève la multiplication de chartes d'usage de l'IA mais aussi la signature d'accords avec les partenaires sociaux. *“ Tout dépend du niveau de maturité du dialogue social et dans quels contextes se trouvent les organisations ”*, indique la vice-présidente, des accords pouvant être annexés aux règlements intérieurs des entreprises et donc se voir revêtir un caractère opposable.

Aucun métier ne va être épargné par la vague IA.

Au niveau des directions de ressources humaines, le sujet s'est imposé depuis plusieurs années au sein des entreprises dans le cadre des accords de gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP). Les DRH s'avèrent nombreuses à mener des travaux de planification stratégique pour anticiper, avec les professionnels, les changements que va impliquer l'IA sur les métiers de demain. Il s'agit aussi d'anticiper les impacts sur le développement de nouveaux produits ou services. *“ Nous travaillons plus particulièrement sur la montée en compétences, dans la mesure où, de ce que*

nous percevons aujourd’hui, aucun métier ne va être épargné par la vague IA ”, explique Laurence Breton-Kueny.

Également au centre des préoccupations dans les entreprises : les enjeux de gouvernance. *“À chaque fois que des outils IA sont installés, il faut définir une doctrine claire, des règles partagées car, on le sait, les échecs – et l’IA ne fait pas exception – viennent de défauts dans la mise en œuvre ”, poursuit la vice-présidente.*

Si les administrations ne sont pas soumises à la même pression que les entreprises, tributaires, elles, de la quête de rentabilité, elles n’en restent pas moins exposées aux attentes des usagers et des agents déjà pleinement utilisateurs de la technologie.

Par [Marie Malaterre](#)

G7 à Evian : les trois risques qui menacent l'économie mondiale – Les Echos

Sans une coopération entre les pays en excédent comme la Chine et ceux en déficit comme les Etats-Unis, que souhaite engager la France lors du G7 à Evian, l'économie mondiale court un grand danger à terme.

S'il fallait un exemple pour illustrer les déséquilibres macroéconomiques mondiaux, question qui sera au cœur du G7 qui s'ouvre la semaine prochaine à Evian, il est venu ce mardi. L'excédent commercial chinois de biens a atteint 105,4 milliards de dollars au mois de mai, grâce notamment aux ventes de puces.

Sur les cinq premiers mois de l'année, l'excédent chinois baisse légèrement mais il reste considérable. Il représente 1 % du PIB mondial, un chiffre jamais atteint. Et, « bien que l'excédent commercial ne dépasse probablement pas cette année le record de 1.180 milliards de dollars de l'an dernier, la demande extérieure demeure l'un des principaux moteurs de la croissance chinoise. La demande intérieure, en revanche, reste à la traîne », selon les économistes de la banque ING.

Rééquilibrage européen

Voilà résumé le problème auquel est confrontée l'économie mondiale : les Etats-Unis dépensent, s'endettent trop et affichent un déficit courant alors que la Chine exporte beaucoup, achète très peu et enregistre des excédents record. Un peu comme le Japon

dans les années 1980. Les Européens, eux, sont entre les deux. Ils produisent, exportent et épargnent beaucoup mais leur modèle économique est en danger, pris en tenaille entre les droits de douane américains - les Etats-Unis sont leur premier client - et l'hypercompétitivité chinoise qui taille leur industrie en pièces.

« L'Union européenne engage un rééquilibrage de son modèle en s'appuyant davantage sur la dynamique de la demande intérieure », estime Isabelle Mateos y Lago, cheffe économiste de BNP Paribas. « En revanche, la Chine n'en prend pas le chemin. L'économie chinoise dépend beaucoup des exportations et donc de la demande extérieure alors que sa demande intérieure reste faible », poursuit l'experte.

Visiblement, la Chine n'est pas pressée de réduire ses excédents. En effet, dans une étude récente, les économistes de BNP Paribas jugent que « le 15^e plan quinquennal, feuille de route de l'économie chinoise pour les années 2026 à 2030, [...] s'inscrit dans la continuité du plan précédent. Il confirme, ou plutôt accentue, la stratégie de développement de la Chine basée sur l'affirmation de sa puissance exportatrice, industrielle et technologique. Au lieu d'insister sur le rééquilibrage du modèle de croissance et le renforcement de la consommation intérieure, Pékin privilégie l'industrie et l'innovation, cherche à accroître sa domination dans les secteurs critiques et à garantir sa « sécurité nationale ».

Quant à Donald Trump, il ne semble pas pressé de réduire le déficit public américain et mise plutôt sur la croissance et les gains de productivité liés à l'IA pour venir à bout de la dette publique.

Une situation porteuse de risques

Le problème, c'est que, dans l'économie mondiale, il n'existe pas de mesures de correction pour les pays en excédent comme la Chine, ainsi que l'aurait voulu Keynes au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Ce sont les pays en déficit qui doivent s'ajuster, en consommant moins. C'est là où se trouve le danger.

« En l'absence de coopération pour résorber ces déséquilibres, il existe plusieurs risques », explique Agnès Bénassy-Quéré, seconde sous-gouverneure de la Banque de France. « Le premier est celui d'une crise financière dans un pays en déficit qui aurait du mal à financer ses besoins. Le deuxième est que seuls les pays en déficit s'ajustent via une baisse de la demande, sans que les pays en excédent ne modifient leur politique. Dans ce cas, la réduction de la demande entraînerait une déflation rampante. Enfin, et c'est le plus probable : peu à peu, la situation des pays européens et asiatiques vis-à-vis des exportations chinoises deviendra intenable et ces marchés se referment », poursuit cette économiste. Bref, la coopération au G7 est plus urgente que jamais. C'est pourquoi ce jeudi, les dirigeants des grands pays développés discuteront avec la Chine de ces problèmes en visioconférence. L'objectif n'est pas tant de trouver une solution tout de suite que de poser des jalons et tenter de trouver un consensus sur les constats. La France, qui a invité au G7 des grands pays émergents comme le Brésil et l'Inde, qui présidera le groupe

des Brics l'an prochain, mise sur le fait que la discussion débordera dans d'autres sphères, comme le G20 par exemple.

Guillaume de Calignon

* * *

La Banque de France abaissera ses prévisions de croissance 2026, confirme le nouveau gouverneur – Le Figaro

Les prévisions de croissance de la Banque de France pour 2026, qui seront actualisées mi-juin, «seront en dessous de 0,9%», soit inférieures à ce qu'elle prévoyait en mars.

Les prévisions de croissance de la Banque de France pour 2026, qui seront actualisées mi-juin, «*seront en dessous de 0,9%*», soit inférieures à ce qu'elle prévoyait en mars, a indiqué mardi le nouveau gouverneur de la Banque de France Emmanuel Moulin. Nos prévisions montreront «*moins de croissance et plus d'inflation*», a-t-il ajouté lors d'une allocution au Paris Finance Forum, sa première prise de parole publique en tant que gouverneur de la Banque de France, confirmant des déclarations de son prédécesseur François Villeroy de Galhau la semaine dernière.

«*Dans un contexte de fortes incertitudes, nous aurons plusieurs scénarios*» dans les prévisions, a souligné Emmanuel Moulin, affirmant que «*c'est très difficile de faire des prévisions en ce moment*». «*Évidemment, nous avons eu une mauvaise surprise au premier trimestre*», pour lequel l'Insee a annoncé un recul du PIB de 0,1%. Mais «*je ne tirerai pas trop de conclusions de ce chiffre, car il y a des problématiques spécifiques qui étaient en jeu au premier trimestre*», dont une forte baisse des exportations. «*Nous avons également, ce qui est aussi préoccupant, le fait que la consommation est toujours assez faible*», a-t-il dit, soulignant que cela «*pèserait sur le reste de l'année*». «*Notre prévision sera en dessous de 0,9%*» et elle «*montrera moins de croissance et plus d'inflation, à un degré qui sera différent en fonction du scénario*».

Le FMI a déjà abaissé sa prévision de croissance de la France

François Villeroy de Galhau avait déjà indiqué le 1er juin que les prévisions de la Banque de France seraient «*révisées en baisse*». En mai, le Fonds monétaire international (FMI) avait, lui, baissé sa prévision de croissance de la France en 2026, de 0,9% à 0,7%. Le gouvernement français avait abaissé légèrement mi-avril la sienne à 0,9% en 2026, contre 1% auparavant.

Emmanuel Moulin, qui a pris ses fonctions la semaine dernière, n'a par ailleurs donné aucune indication sur la décision que la Banque centrale européenne (BCE) pourrait

prendre sur ses taux d'intérêt lors de sa réunion jeudi, alors que les analystes s'attendent à ce qu'elle les relève. *«Je suis en période de réserve, donc je ne parlerai pas de politique monétaire»*, a-t-il indiqué au début de son allocution. Il a par ailleurs rappelé ses priorités en tant que nouveau gouverneur: *«stratégie monétaire»*, *«souveraineté monétaire»*, et *«stabilité financière»*.

* * *

La Coupe du monde 2026, annoncée comme « la plus verte », pourrait devenir la plus polluante – Le Monde

Alors que les pays hôtes annonçaient 3,6 millions de tonnes d'émissions de CO₂, les déplacements en avion des équipes et des supporters entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique pourraient faire exploser le bilan carbone de la compétition.

Dans leur [dossier de candidature](#) pour accueillir la Coupe du monde de football 2026, en 2018, le Canada, les Etats-Unis et le Mexique annonçaient la couleur : leur compétition sera *« la plus verte »* et *« la moins émettrice de carbone de l'ère moderne »*.

Pour atteindre cet objectif environnemental très ambitieux et *« livrer un tournoi neutre en carbone »*, le trio misait sur trois leviers : réduire *« toute consommation d'énergie »*, utiliser *« l'énergie plus efficacement »* et recourir à des *« sources d'énergie renouvelables »*. Une promesse contrainte, puisque la Fédération internationale de football association (FIFA) [imposait](#) aux candidats de *« s'engager formellement à organiser une compétition répondant aux principes de gestion durable »*.

Huit ans plus tard, il est permis de douter de la sincérité de ces engagements : ce Mondial « United 2026 », le premier de l'histoire à se dérouler sur un continent, devrait être l'un des pires en matière d'empreinte carbone.

Estimations contestées

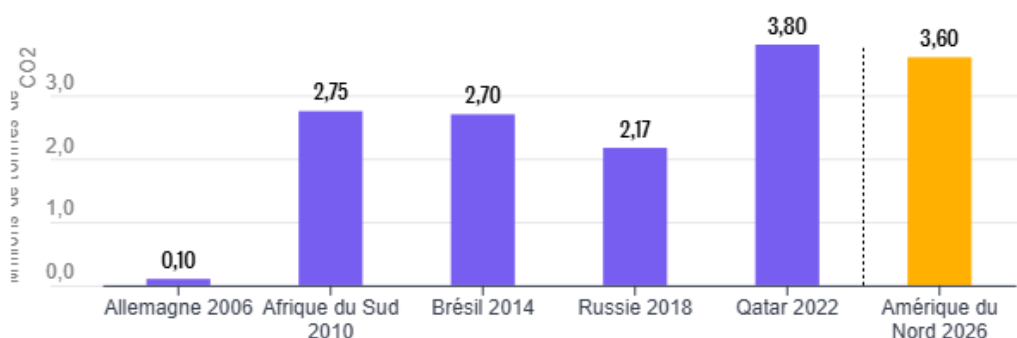
Dès le départ, l'affaire était mal engagée. Dans le chapitre consacré à la « protection de l'environnement » de leur dossier de candidature, les pays hôtes estimaient à 3,6 millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) l'impact carbone du tournoi. Ce qui fera déjà de cette Coupe du monde la deuxième la plus polluante du siècle, juste derrière celle organisée par le Qatar en 2022.

Les pays du Golfe avaient déclaré 3,8 millions de tonnes d'émissions de CO₂ pour leur tournoi. Un chiffre qui aurait été toutefois sous-évalué selon [un rapport de Carbon Market Watch](#), une ONG spécialisée dans les marchés carbone et les politiques publiques climatiques, qui avait notamment souligné la minimisation de certaines sources d'émissions comme celles liées à l'entretien et à l'exploitation des stades après le tournoi.

La Coupe du monde 2026 s'annonce comme l'une des plus polluantes du XXI^e siècle



Ce graphique représente les évaluations a posteriori par la FIFA des émissions de CO₂ générées par chaque Coupe du monde de football depuis 2006, comparées au prévisionnel de l'édition 2026.



Source : [FIFA](#)

Comme pour le Qatar, les estimations avancées par les organisateurs du Mondial 2026 sont en outre contestées. Dans une [étude](#) publiée en 2025, Scientists for Global Responsibility évalue à au moins 9 millions de tonnes de CO₂ le bilan carbone de la future Coupe du monde – ce qui représente, pour un événement de cinq semaines, l'équivalent des [émissions annuelles de Chypre](#), un pays de près de 800 000 habitants.

Et ce chiffre reste une estimation prudente, alerte Stuart Parkinson, le directeur exécutif de cette organisation britannique regroupant des scientifiques engagés pour la cause environnementale, qui analyse l'impact environnemental des technologies et des politiques publiques. L'étude n'a, par exemple, pas tenu compte du fait qu'« *une part significative des participants se rendra à la Coupe du monde avec des modes de transport aériens plus émetteurs (première classe, jets privés) ou avec des vols à escales multiples* », explique le chercheur.

Sponsoring d'entreprises polluantes

Tout comme n'ont pas été pris en compte la particularité des véhicules américains, plus émetteurs de carbone en raison de leur taille, ou des contrats de sponsoring avec certaines entreprises très polluantes, comme le pétrolier Aramco ou les compagnies aériennes Qatar Airways et American Airlines, qui pourraient alourdir l'empreinte carbone du tournoi de plusieurs dizaines de millions de tonnes supplémentaires.

Comment expliquer, malgré cela, une empreinte carbone estimée aussi élevée ? Pour la première fois, la Coupe du monde se déroule sur trois pays à la fois. Seize stades d'Amérique du Nord, allant de Vancouver (sud du Canada) à Mexico (centre du Mexique) et de San

Francisco à Boston (ouest et est des Etats-Unis) seront mobilisés pendant les six semaines de tournoi.

Sans surprise, le transport aérien constitue donc « *le principal facteur d'émissions pour le tournoi de 2026* », prévient le chercheur. « *Nous estimons qu'il représente environ 86 % du total* » des émissions de CO₂ attendues, soit 7,72 millions de tonnes.

Au cours de la phase de groupes, certaines sélections seront amenées à parcourir plusieurs milliers de kilomètres pour disputer leurs matchs dans différentes enceintes d'Amérique du Nord, entraînant, par ricochet, le déplacement de dizaines de milliers de supporters de ces pays pour les suivre.

L'immense majorité des émissions de CO₂ émises seront d'ailleurs causées par les déplacements des fans, selon M. Parkinson : « *La contribution des équipes est très faible – inférieure à 1 % – puisqu'elles comptent moins de cent personnes, y compris le staff.* »

Le passage de 32 à 48 équipes qualifiées – une première dans l'histoire du tournoi – contribuera également à l'augmentation des émissions, selon l'étude. En effet, la hausse du nombre de sélections entraîne mécaniquement une augmentation du nombre de matchs – 104 contre 64 jusqu'en 2022 – ainsi que la venue de dizaines de milliers de supporters supplémentaires, provenant des quatre coins du monde, pour les 16 équipes ajoutées à cette édition.

Interrogée, la FIFA reconnaît auprès du *Monde* que « *le transport aérien contribue de manière significative à l'empreinte carbone globale de tout événement majeur* », mais met en avant un « *large éventail d'initiatives environnementales* » censé le compenser : l'absence de construction de nouveaux stades, le déploiement de « *véhicules hybrides* », l'encouragement des « *transports publics, [de] la marche et [du] vélo* », ainsi que la participation à « *un programme de plantation d'arbres à grande échelle* ».

[Adel Miliani](#) et [Raphaëlle Aubert \(visualisation\)](#)

* * *

« Il s'agit de ne pas reproduire pour nos enfants l'injustice que nos parents et grands-parents ont commise envers nous » : quand les jeunes du G7 veulent réformer les retraites – Les Echos

Les jeunes des pays du G7 ont remis mercredi soir à Emmanuel Macron le fruit de leurs propres travaux pour peser sur les débats du sommet du G7 d'Evian. Ils appellent à réformer le système des retraites face au vieillissement de la population des pays industrialisés.

Le sommet du G7 qui s'ouvre lundi à Evian n'est pas qu'une affaire de chefs d'Etat et de gouvernement. Les jeunes des sept pays les plus industrialisés s'intéressent aussi à leurs

travaux puis présentent des recommandations. Ils le font depuis 2011 sous l'impulsion de la société civile française lorsque Nicolas Sarkozy avait présidé le sommet du G7 de Deauville et le sommet du G20 de Cannes. A l'époque, l'institut Open Diplomatie, créé par Thomas Friang, son directeur général, avait formé, recruté et préparé les jeunes délégués français pour réfléchir aux grandes problématiques du monde. Chaque pays du G7 fait de même. Depuis, les jeunes du G7 organisent ainsi leur propre sommet : Y7 pour « Youth 7 » chaque année.

Le dernier s'est tenu à Paris en mai dernier. Une trentaine de jeunes se sont rencontrés, y compris des Américains qui ont été très coopératifs malgré l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. Les conclusions, issues de leurs travaux, ont été rassemblées dans un [communiqué final](#) remis à Emmanuel Macron, mercredi soir.

Une trajectoire « irréversible »

[Déséquilibres économiques](#) et démographiques, ruptures associées à l'essor des technologies et de l'intelligence artificielle, bouleversements géopolitiques et crises écologiques ont monopolisé l'attention du Y7. Mais, « la question démographique est un peu la clé de voûte de nos réflexions », témoigne Juliette Marceaux qui a coprésidé le premier groupe de travail sur l'économie et la démographie.

« Il s'agit surtout de mettre à l'agenda un thème qui a été un angle mort pendant des années de la part des dirigeants actuels du G7 », ajoute Thomas Friang. « Ces pays ont en commun un vieillissement démographique. Cette trajectoire est irréversible et, pour des raisons électorales très simples, les intérêts de la jeunesse et des générations futures n'étaient plus véritablement pris en compte dans les décisions de politiques publiques », regrette Juliette Marceaux.

Pour elle, « il s'agit de ne pas reproduire pour nos enfants l'injustice que nos parents et grands-parents ont commise envers nous en se payant le luxe de partir à la retraite à 60 ans avec un niveau de revenu supérieur au salaire médian, sans loyer à payer ou crédit à rembourser ».

La capitalisation à l'honneur

Bref, pour le Y7, ces bouleversements démographiques transforment la capacité des gouvernements à financer l'économie et à répondre au défi écologique, technologique et géopolitique. Il est clair qu'aujourd'hui, le financement de l'économie, de la sécurité ou de la transition écologique est obéré par la question des retraites. Pour ces jeunes, il importe de compléter les systèmes de répartition existants par de la capitalisation. « Cela a été plébiscité, ce qui honnêtement m'a un peu surprise de la part de ceux qui sont issus de pays attachés à la répartition », avoue Juliette Marceaux.

L'allongement de la durée de travail est indissociable de la capitalisation. Le vieillissement de la population exige [le maintien des personnes âgées au travail](#), des parcours de retraite flexibles, l'indexation de l'âge de la retraite sur l'espérance de vie souligne le communiqué du Y7 publié en mai. Sur le plan de l'endettement public, il est recommandé de le réserver aux investissements d'avenir plutôt qu'aux dépenses courantes. Entendez par là, le paiement de pensions de retraite généreuses.

Le cri d'une génération

De même, les économies dégagées par la dénatalité - le nombre d'élèves devrait baisser de 14 % d'ici 2035 en France - ne doivent pas être absorbées par les dépenses courantes liées au vieillissement. « Elles doivent être investies sur l'avenir, l'éducation et la formation, mais aussi la recherche », commente Juliette Marceaux. La question des inégalités de patrimoine a aussi été étudiée. L'acquisition d'un patrimoine immobilier ou financier s'est considérablement compliquée aujourd'hui. Les obstacles à l'accès à la propriété, du fait de la hausse des prix de l'immobilier et l'accès limité à des financements abordables, qui peuvent freiner la natalité et aggraver la crise démographique sont préoccupants.

Autre sujet : l'évolution du travail. « La corrélation entre carrière, prospérité, épanouissement et émancipation est un peu endommagée », déplore Juliette Marceaux. Il importe d'investir dans la formation continue, le perfectionnement et la reconversion professionnelle afin de prévenir l'obsolescence des connaissances.

Pour Thomas Friang, « ce 'Y7' est le cri d'une génération qui appelle le G7 à faire preuve de responsabilité. Ces déséquilibres démographiques deviennent des facteurs de rupture démocratique, avec un problème de consentement à l'impôt de plus en plus net. Cette génération a systématiquement reporté la réflexion sur le financement de l'économie liée à cette inversion de la démographie dont on savait qu'elle allait arriver. » Cela n'est plus tenable.

Richard Hiault

* * *

Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce [bulletin d'adhésion 2025](#) accompagné du paiement correspondant.